



Nous sommes réunis aujourd'hui pour examiner les candidatures aux stages de formation professionnelle.

Le plan de formation voit le retour de modules accessibles par tous. Nous nous en félicitons et saluons cet effort dans l'organisation de la formation (plus proche des demandes de terrain et moins phagocytée par les intitulés à public désigné que les années précédentes).

Les enseignants avaient fini par acter un fonctionnement fermé et préprogrammé. Au point que certains ne sont même pas allés consulter les offres de formation cette année. D'où un retard dans les demandes et des abstentions de candidatures pour un grand nombre. Nous avons communiqué envers nos collègues afin de les informer de cette évolution positive. Gageons que l'année prochaine la pratique de candidature reprendra de l'ampleur.

Nous vous avons adressé un courrier afin de vous informer que nous relayons dans notre département la campagne concernant les APC, initiée nationalement par notre syndicat.

L'action nationale a pour objectif la suppression des 36h d'APC. Nous l'avons inscrite départementalement dans le cadre plus large de la libre utilisation des 108h par les équipes. Enseignants et équipes éducatives doivent pouvoir utiliser ce temps au mieux des besoins de leur école et avec souplesse et réactivité. Consigne a donc été donnée de ne pas faire remonter les tableaux d'organisation aux IEN.

Dans le 04, plus de 25% des PE sont engagés dans cette action. Plus de 37000 sur l'ensemble du territoire.

Une large majorité de la profession estime aujourd'hui que ce dispositif ne constitue pas une réponse adaptée à la difficulté scolaire, que les journées des élèves les plus fragiles sont inutilement alourdies et que, pour les enseignants, il est coûteux en temps pour une efficacité contestable. Ce n'est pas du temps de classe qui manque aux élèves les plus fragiles. Ce qu'il leur faut, c'est plus de présence d'adultes qualifiés, plus d'étayage et d'activités en groupes

réduits pendant le temps de classe. C'est pourquoi, le SNUipp-FSU, soucieux de la réussite de tous, milite pour le "plus de maîtres que de classe", le renforcement des équipes de RASED, la diminution des effectifs et la formation au travail en équipe.

Ces conclusions sont partagées par de nombreux acteurs et spécialistes du système éducatif.

Alors que le métier d'enseignant est en pleine mutation et qu'il n'est plus constitué de l'unique acte d'enseignement, le temps dévolu aux APC serait autrement mieux utilisé pour les multiples partenariats éducatifs ou médico-sociaux et pour renforcer le lien avec les familles. Mieux utilisé aussi pour la scolarisation des enfants en situation de handicap ou l'aide aux élèves en difficulté sur le temps scolaire qui rendent incontournables le travail en équipe.

Bien entendu, Le SNUipp-FSU s'opposera à toutes pressions ou injonctions déplacées à l'encontre des personnels engagés dans cette mobilisation.

Cette action se situant dans un mouvement national, nous n'attendons de vous ni prise de position, ni commentaire particulier. La balle est dans le camp de Mme la Ministre de l'Education Nationale, qui a reçu en audience le SNUipp-FSU et a laissé entrevoir la possibilité d'engager des discussions sur la question du temps de travail des enseignants.

Ces dernières années, les relations hiérarchiques ayant été caractérisées, dans notre département, par un souci d'échange et de transparence hors toute logique de conflit ; nous espérons que cette négociation sur le temps de travail, tout en instaurant un nécessaire rapport de force, n'altérera pas ce climat de dialogue constructif.

Nous vous remercions, M. l'inspecteur d'académie pour votre écoute.